

## Colloque

### « Inde et Europe face aux échecs de la mondialisation. Lutte contre les inégalités. Crise de la démocratie »

Assemblée Nationale

---

26 novembre 2009

#### **Matinée de débats**

##### Interventions :

2 Dr DK GIRI, président de l'ADS

« Encourager, mettre en place des mécanismes qui permettront d'engager tous les citoyens dans le processus démocratique »

3 Mr SUBBHA SOMU, membre de la commission pour les basses classes : « les avancées de la Commission pour les basses classes »

4 Mme MEERA MITRA, sociologue : « adapter nos marchés pour qu'ils travaillent pour les pauvres »

5 Ernst STETTER, secrétaire général de la FEPS : « la FEPS , la Fondation Jean-Jaurès, l'Inde et l'Union européenne »

6 Philippe HUMBERT, économiste : « politiques publiques et inégalités »

7 Jean LEGAREC, ancien ministre : « inégalités et politiques contre l'exclusion »

##### Débats

8 Gérard FUCHS : « mondialisation et emploi, mondialisation et fiscalité, mondialisation et culture »

9 Philippe HUMBERT : « innovation et mondialisation »

**Dr DK GIRI : « Encourager, mettre en place des mécanismes qui permettront d'engager tous les citoyens dans le processus démocratique »**

Bonjour Mesdames, Messieurs. Je suis désolé, je ne pourrais pas m'exprimer en français mais j'utiliserai, néanmoins, une langue européenne. Je dirai que c'est un très grand plaisir pour moi que d'être ici et de pouvoir participer à ce séminaire important organisé par la Fondation Jean Jaurès et par la Fondation Européenne d'Etudes Progressistes. Je vous transmets le salut de très nombreux parlementaires indiens. Je suis persuadé que la délégation indienne aura toutes les raisons de se féliciter de ces deux journées d'échanges entre nos partis et que vous apprécierez, également, la nature de nos échanges.

Je représente deux organisations. Je voudrais donc vous dire quelques mots sur chacune de ces deux organisations, et ensuite, définir quelles sont nos attentes par rapport à ce séminaire que nous avons organisé.

L'Association pour le socialisme démocratique (ADS), qui rassemble des théoriciens et des praticiens, et qui a été impliquée dans l'organisation de ce séminaire, est un centre de réflexions, comme la Fondation Jean Jaurès. La seule différence étant que la Fondation Jean Jaurès est proche du Parti socialiste français alors qu'ADS est une espèce de plateforme ou de forum qui réunit tous les partis politiques. Comme vous le savez sans doute, le nombre de partis politiques en Inde est très important.

ADS a été créé en 1991 dans le but de mener une action critique et de contribuer à l'élaboration des politiques en Inde dans une perspective sociale-démocrate. Il existait à l'époque deux partis socialistes qui ont été fondus en un seul, en 1979, pour donner naissance à un nouveau parti politique. Mais, à nouveau, ce parti s'est fragmenté en plusieurs petits partis et aujourd'hui, les gauches sont défendues par plusieurs partis politiques.

L'ADS défend et promeut la démocratie sociale en organisant des réunions, des conférences d'informations et des plaidoyers en publiant également un certain nombre d'ouvrages. Notre président, qui dans sa jeunesse était secrétaire de la jeunesse socialiste à Vienne, a écrit un ouvrage. C'est l'histoire de l'Internationale socialiste intitulé *Sociale démocratie en théorie et en pratique*. A ma connaissance, c'est le seul ouvrage qui ait été publié dans le monde sur l'histoire de l'Internationale socialiste et du mouvement socialiste. Alors, peut être que mon voisin a d'autres opinions et un avis différent. Je pensais que c'était le seul, en tous cas.

ADS a eu le privilège de recevoir d'éminents dirigeants du mouvement socialiste démocratique européen et j'aimerais vous dire, notamment, que votre ancien Premier ministre Pierre Mauroy, qui est également le Président de la Fondation Jean-Jaurès, lorsqu'il était à la tête de l'Internationale socialiste, a été reçu dans le cadre d'une réunion du bureau de l'IS à Delhi, et des dirigeants socialistes du monde entier sont venus participer à cette réunion. Nous avons également eu une réunion publique avec la participation de plusieurs parlementaires et plusieurs dirigeants, lesquels ont prononcé un certain nombre d'allocutions.

Notre relation avec la Fondation Jean Jaurès remonte, maintenant, à cinq ans. Nous avons des liens très proches et nous souhaitons resserrer cette relation entre nos deux organisations dans l'intérêt de la sociale démocratie en Inde et en Europe, et dans l'intérêt, plus large, de l'humanité tout entière.

C'est un très grand plaisir, également pour moi, de dire que la coopération entre nos deux pays, France et Inde, ne cesse de s'accroître à un rythme assez rapide, assez soutenu.

Et j'aimerais qu'une relation aussi étroite puisse s'instaurer entre l'Inde et l'Union européenne, et, au-delà de l'Inde d'ailleurs, avec le sud-est asiatique. Ce n'est pas le cas encore aujourd'hui mais, demain, nous devons avoir une discussion approfondie sur les moyens d'améliorer les liens entre l'Europe et l'Asie du sud-est.

Alors, l'autre organisation que je représente, et qui porte le nom de Centre Schumacher pour le développement, est engagée dans la lutte contre la pauvreté, contre les inégalités et contre la discrimination dans mon pays. Encore une fois, elle doit son nom à un européen, un Allemand, Ernest Schumacher, qui a vécu également en Angleterre mais qui, surtout, est intervenu dans de nombreux pays où il exerçait des fonctions d'enseignant. Il a écrit un livre très connu *Small is beautiful* « Le petit est beau ». Certains d'entre vous s'en souviendront, ce livre est un recueil de 25 essais largement influencés par la pensée et la philosophie du Mahatma Gandhi et de Bouddha.

Et de fait, c'est un livre qui traite de l'économie basée sur la compassion, l'économie dite bouddhiste parfois. Il était économiste et il pensait que, sans compassion, aucun système économique ne pourrait fournir les résultats attendus et contribuer au bien-être général.

Nous travaillons en faveur des pauvres et des défavorisés, plus particulièrement en mettant l'accent sur les femmes, sur les basses castes ainsi que sur d'autres secteurs défavorisés.

Le Centre Schumacher vient compléter et appuyer les travaux d'ADS.

Je voudrais m'associer à ce qu'a dit Gérard Fuchs à propos des thèmes retenus pour ce séminaire. Je partage tout à fait son analyse : nous allons débattre des questions de pauvreté, d'inégalité, d'injustice dans les sociétés, et nous allons examiner les instruments, les moyens qui nous permettraient de remédier à ces fléaux demain. Nous parlerons des liens entre l'Union européenne et l'Inde ainsi que de leurs intérêts communs dans l'Asie du sud-est et dans le continent asiatique en général, en prenant en compte les voisins de l'Inde.

Je voudrais simplement dire quelques mots sur les thèmes que nous avons choisis et les raisons pour lesquelles nous les avons sélectionnés, ainsi que leur importance aujourd'hui.

Les inégalités, l'injustice, les inégalités dans toute société quelle qu'elle soit, qu'elle soit développée ou en développement, ne manqueront pas de créer des tensions, des frictions et des conflits, parfois des conflits violents dont le monde entier est témoin.

Nous pensons que la démocratie est la meilleure forme de gouvernance pour favoriser une plus large participation politique et pour fournir un espace permettant de promouvoir l'égalité et la justice sociale. Comme vous le savez la démocratie revêt des formes différentes, il existe au moins 5 ou 6 différentes formes de démocratie présentes dans le monde aujourd'hui.

La forme de démocratie, peut être la plus généralisée, s'est heurtée à ses limites.

La démocratie représentative est un modèle qui reste théorique, parce que comment quelqu'un peut représenter les aspirations, les intérêts de quelqu'un d'autre ? Lorsque la démocratie a été conçue, l'idée était que les individus, les citoyens pourraient avoir une participation directe et défendre eux-mêmes leurs intérêts.

Aujourd'hui, nous avons une démocratie représentative. Compte tenu de l'existence des systèmes électoraux, ce que l'on observe c'est qu'une minorité domine et gouverne une majorité, la démocratie étant pourtant censée incarner la loi de la majorité. Lorsqu'un candidat est élu avec 30% des voix au moins, il est censé représenter toute la population et notamment les 70% des électeurs qui n'ont pas voté en sa faveur.

Pour remédier à ces dysfonctionnements, nous parlons maintenant de « démocratie inclusive ». Il s'agit d'encourager, de mettre en place des mécanismes qui permettront

d'engager tous les individus, tous les citoyens dans le processus démocratique. Pour cela, nous avons des besoins d'instruments politiques et économiques pour promouvoir cette inclusion. La démocratie reste donc la forme la plus idéale mais la plus difficile, également, à réaliser concrètement. C'est beaucoup plus difficile qu'une dictature militaire, par exemple. La démocratie, en effet, est en évolution constante. Elle n'a pas de caractère de finalité, elle doit s'adapter en permanence et être confrontée à de nouveaux défis, à de nouveaux enjeux. Et, il y a un certain nombre de défis, aujourd'hui, à l'échelle mondiale. Je veux parler de la pauvreté en particulier, du changement climatique, du terrorisme et des problèmes d'exclusion. Voici quelques-uns des défis que nous devons relever aujourd'hui. Nous ne pourrions pas débattre de tous ces thèmes, mais il y a, au moins, deux thèmes qui seront débattus durant ce séminaire.

L'autre thème qui a été choisi, en fait, découle de façon très logique du premier dans la mesure où, cet après-midi, nous allons comparer nos deux démocraties.

Comme l'a dit Gérard Fuchs, nous allons parler de la démocratie multinationale qui est en évolution, et nous parlerons de la démocratie multiculturelle de l'Inde qui, elle, existe dans la pratique, dans la réalité. Certains pourront vous dire que l'Inde est également une démocratie multinationale, mais c'est une question qui reste à débattre. En tout état de causes, il s'agit bien d'une démocratie pluriculturelle. Donc, comprendre ces deux grandes démocraties nous permettra d'avancer, de progresser. Je crois que ces échanges de vues nous seront très utiles.

Je voudrais remercier les deux fondations, la Fondation Jean Jaurès et la Fondation Européenne d'Etudes Progressistes, de nous avoir invités, et je vous remercie également d'être ici présents à l'Assemblée nationale pour nous accompagner dans cette réflexion.

Je voudrais conclure mon introduction en citant Jean Jaurès précisément lorsqu'il parle de social-démocratie dans les études sur le socialisme publiées en 1906. Il dit qu'une social-démocratie couvre tous les aspects de la vie, toutes les pensées, tous les sentiments de l'individu. Elle ne peut être ni étroite ni exclure, et elle doit produire des effets bénéfiques. Elle peut le faire lorsqu'elle imprègne toutes les dimensions de la vie politique et sociale. Il conclut en disant que chaque citoyen devrait être un démocrate socialiste modéré.

Je pense que si nous ne partageons pas tout à fait la même culture, en tous cas, nous avons de très nombreux éléments en commun.

**Dr DK GIRI Secrétaire Général de l'Association pour le socialisme démocratique et directeur du Schumacher Center pour le développement**

**Mr SUBBHA SOMU : « Les avancées de la Commission pour les basses classes »**

Monsieur le Président, camarades, Mesdames, Messieurs. Je suis très heureux de participer à cet important séminaire. Je m'associe au Dr Giri pour remercier mes camarades de la Fondation Jean Jaurès qui nous ont invités ici.

Comme cela vous a été dit, je suis membre de la Commission pour les basses classes du Gouvernement de l'Inde. Cette Commission a été constituée en 1993 dans le cadre d'une loi qui a été adoptée qui s'intitulait NBC Act. La principale fonction de cette Commission est de réfléchir au coût de l'inclusion de tous les citoyens Indiens, en particulier des basses classes, et de réfléchir aux moyens permettant leur intégration. Nous jouons un rôle consultatif auprès du gouvernement indien sur toutes ces questions d'inclusion. Je parlerai rapidement de la démocratie inclusive et des moyens qui permettent de la mettre en œuvre.

Dans notre cas plus particulier, je vous parlerai du rôle et des fonctions de notre Commission nationale pour les basses castes. Comme nous le savons tous, le concept de démocratie inclusive découle très largement de la tradition sociale-démocrate.

Ce concept inclut également un certain nombre d'idées liées au mouvement Vert, au féminisme, aux mouvements de libérations, à la défense et à la promotion des populations indigènes, notamment. La démocratie inclusive est une nécessité à mesure que le pouvoir se trouve concentré, dans une économie de marché, au service de certains intérêts.

Les structures actuelles en place créent des problèmes en Inde, pays considéré comme la plus grande démocratie au monde. Nous avons ce problème de castes qui exclut de nombreux secteurs de la population indienne. Vous le savez sans doute, les castes et les tribus répertoriées sont reconnues, de façon explicite, dans notre Constitution, avec des actions de discrimination positive. En revanche, d'autres basses castes, qui constituent plus de 50% de notre population totale, sont exclues du processus de développement national.

Les autres intervenants vous parleront de la promotion de l'égalité. Je me limiterai, pour ma part, au rôle de la Commission nationale pour les basses castes. Je voudrais, néanmoins, souligner que, si nous ne mettons pas en œuvre un processus volontariste d'inclusion, nous risquons de rencontrer des difficultés, des tensions sociales, lesquelles peuvent être sources de risques comme dans tout autre pays.

Je voudrais attirer votre attention sur une crise multidimensionnelle très importante à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui, d'une crise qui affecte tous les aspects de la vie et cela dans le monde entier, je veux parler de la crise économique, je veux parler de la crise financière, de la crise sociale que nous traversons, même d'une crise d'identité culturelle.

Mais, nous retrouvons des causes communes à ces différentes dimensions de la crise actuelle et, pour y répondre, je dirais que cela relève de la concentration du pouvoir entre les mains de quelques-uns. Il convient de lutter contre cette concentration.

En effet, la démocratie en Inde reste une démocratie qui exclut encore aujourd'hui et nous voyons qu'il y a peu de partis politiques qui ont véritablement une assise populaire importante. Beaucoup de citoyens n'adhèrent pas à un parti politique et ne se préoccupent pas non plus de voter. Et cela, bien sûr, n'est pas bon pour le processus démocratique, sachant que la démocratie se fonde sur la participation active des citoyens.

Donc, ce que je souhaite, pour ma part, c'est promouvoir la démocratie inclusive. Tout le monde sait bien que la démocratie inclusive se compose de quatre éléments. Le premier est la démocratie politique, le deuxième élément est la démocratie économique, le troisième élément la démocratie sociale, et enfin la démocratie écologique.

D'abord le premier aspect : la démocratie politique. Je veux parler du pouvoir de contrôle politique exercé par les citoyens sur la sphère politique, du fait que les citoyens prennent des décisions collectives sur toutes les affaires publiques. Ils le font directement.

Aujourd'hui, nous avons une démocratie représentative qui n'est pas réelle, qui n'est pas effective parce que personne ne peut prétendre représenter les autres. Dans certains systèmes électoraux, le résultat est qu'une minorité contrôle et gouverne la majorité. C'est pourquoi l'objectif, aujourd'hui, doit être une démocratie inclusive.

Maintenant, démocratie économique : qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire contrôle par les individus de leur vie et de leur condition de vie économique, contrôle sur tous les sujets qui affectent leurs besoins fondamentaux. Dans une démocratie inclusive, les ressources productives doivent être la propriété des individus, des citoyens.

Troisième aspect : la démocratie sociale. Cela veut dire que, sur le lieu de travail, dans les structures familiales et dans d'autres structures, le pouvoir doit être également réparti. Il doit y avoir une distribution équitable des rôles et du pouvoir entre hommes et femmes, entre employeurs et employés, entre basses castes et hautes castes.

La quatrième dimension : la démocratie écologique. Cela veut dire l'intégration de la nature et de la société. Il faut que les ressources naturelles apparaissent comme un moyen d'améliorer leur condition mais dans le respect. Malheureusement, aujourd'hui, nous traversons la crise que nous connaissons avec une crise environnementale très grave, le réchauffement global de la planète ou le changement climatique.

Je voudrais conclure en disant que nous devons nous doter d'un système qui, d'un côté permette de répondre aux besoins fondamentaux de tous les citoyens, et qui, de l'autre côté leur garantit la liberté de choix. En d'autres termes, aujourd'hui, ce pouvoir de décision manque aux citoyens en ce qui concerne leur consommation, la production et leur travail.

Pour en revenir maintenant au rôle de la Commission nationale pour les basses castes, cette Commission a été créée pour étudier les moyens d'étendre des mesures de « discrimination positive » pour toucher les classes défavorisées. La décision a été prise au niveau du gouvernement d'introduire un système de quotas. Cette décision a été prise le 7 août 1990. De nombreux pays ont introduit ce système de quotas. Cela étant, des tensions subsistent et plusieurs castes ne sont pas visées, ne peuvent pas encore bénéficier de ce système de quotas. Ma Commission doit, précisément, gérer ces tensions notamment sur la base des critères de revenus de ces castes, c'est un exercice que nous faisons de façon périodique, nous regardons de très près les niveaux des revenus.

Pour vous donner une idée de nos activités, nous vérifions que les salaires et le produit de l'activité agricole ne dépassent pas le plafond fixé qui, aujourd'hui, est de 0,45 millions de roupies, soit 6 000 € de revenu annuel. Auparavant, ce plafond était fixé à 3 000 € mais, compte tenu de l'évolution de l'économie indienne, nous avons relevé ce plafond.

Bien entendu, ma Commission consulte le Gouvernement en ce qui concerne la question des critères utilisés.

Dans notre Commission, nous avons étudié des milliers de castes ou de basses castes pour savoir si elles se qualifiaient pour cette Commission. 729 ont été qualifiées pour faire partie de cette catégorie et 45 cas ont été rejetés. Le principe de notre Commission est de nous assurer d'une justice sociale qui nous permettrait d'arriver à une démocratie saine et à un processus démocratique sain.

D'autres commissions existent également pour promouvoir l'inclusion : la Commission nationale pour les basses castes, la Commission nationale pour les tribus, la Commission nationale pour les femmes, la Commission nationale pour les minorités religieuses, elles sont parmi celles qui sont les plus connues.

La démocratie, de toute façon, se base sur un pouvoir élu par la majorité. Et, cette majorité doit être également une majorité sociale ou doit refléter cette majorité sociale qui, malheureusement, trop souvent, est une majorité exclue et silencieuse. Aujourd'hui, les temps sont révolus et cette majorité silencieuse a trouvé une voix et souhaite, maintenant, trouver sa place et son expression.

Donc, plutôt que d'avoir tout simplement un partage de pouvoir par le haut, nous avons des pressions exercées par le bas. Et si nous n'arrivons pas à modifier ce partage de pouvoir par le haut, ces « communautés du bas » peuvent s'exprimer par la violence. C'est un risque réel, et c'est pour cela que, pour des intérêts politiques plus vastes, il faut encourager la participation de tous dans la vie politique. Ce n'est que par ce moyen, par la démocratie, que nous y arriverons. La démocratie inclusive est la meilleure stratégie.

**Subbha Somu , commission nationale pour les basses classes, ministre de l'union**

**Mme MEERA MITRA : « Adapter nos marchés pour qu'ils travaillent pour les pauvres. »**

Chers collègues, Mesdames, Messieurs. C'est un grand plaisir pour moi que d'être ici ce matin et de traiter de ce sujet fort important. Je souhaiterais remercier la Fondation Jean Jaurès ainsi que la Fondation Européenne d'Etudes Progressistes de m'avoir accordée cette occasion.

Mesdames, Messieurs, nous nous retrouvons ici, presque 30 ans après le moment où les forces progressistes ont repris le pouvoir et, même aujourd'hui, nous continuons à parler des désaccords et des rejets de la mondialisation. Je pense que c'est là, le sujet clé. Il persiste des doutes, il persiste des confusions et nous souhaitons savoir comment avancer sur ce processus de mondialisation.

Je souhaiterais commencer en citant quelqu'un qui pourrait être considéré comme l'homme de la renaissance parfaite, l'ami des hommes d'affaires, quelqu'un qui a promu les droits des plus pauvres, celui qui a toujours voulu promouvoir, également, les castes et les personnes de tous les niveaux, il s'agit de Gandhi. Il nous a dit : « Quand le doute persiste, il faut prendre une décision immédiatement en gardant à l'esprit la tête, le visage de la personne la plus pauvre et voir si la mesure que nous allons prendre va aider cette personne et permettre à cette personne d'assumer ses propres défis et devenir maître de son propre destin ». C'était le défi lancé par Gandhi.

Je voudrais, aujourd'hui, parler du rôle de l'Inde, surtout dans ce monde de la mondialisation, ce que nous avons vécu jusqu'ici et où nous en sommes aujourd'hui. Je pense que je vais, peut être, créer des polémiques un peu plus poussées que mes orateurs et collègues précédents parce que je trouve que, quand on parle de la mondialisation et des inégalités, il faut voir ce qui s'est passé avant et ce qui s'est passé après. Et ce n'est qu'en faisant face à ces défis du passé et du présent que nous pouvons trouver une solution. Et c'est à cause de cela que je pense que ce que je vais dire va, peut être, être un peu différent des autres orateurs.

Je suis sociologue de formation, c'est pourquoi je vous présente cette thèse de notre passé. Ce n'est pas la première phase de mondialisation dans le passé récent. Tout comme d'autres pays en voie de développement, nous avons eu ou connu une mondialisation due au colonialisme et à l'impérialisme. Nous avons connu 200 ans d'Empire britannique et, à cette époque, nos matières premières, surtout le coton, ont été utilisées pour faire vivre les industries de Lancashire. Et c'est ainsi que nos propres secteurs de textiles ont été décimés et que des milliers de personnes se sont retrouvées au chômage. Voilà donc le cadre, le contexte, avant notre indépendance.

A l'arrivée de l'indépendance, il existait une vraie méfiance vis-à-vis du secteur des affaires. On voulait savoir s'il fallait remplacer les intérêts britanniques par les intérêts nationaux. Les dirigeants de l'époque ont voulu limiter le rôle du monde des entreprises et ont préféré que le secteur public assume ce rôle.

Mais les défis pour notre Gouvernement étaient tout à fait clairs.

Dans le premier plan quinquennal après l'indépendance, il a été dit que l'élimination de la pauvreté ne peut pas être obtenue tout simplement en redistribuant les actifs existants ou les richesses existantes. Et les programmes qui visent exclusivement l'augmentation de la

production ne peuvent pas réduire les inégalités. Ce n'est qu'en travaillant conjointement sur ces deux voies que nous pouvons promouvoir le développement. Donc, voilà la reconnaissance faite par le gouvernement du Congrès tout de suite après l'indépendance, qui était conscient du fait que la productivité et la redistribution allaient de pair.

Alors, quels étaient les résultats de ces conclusions et de ce plan ?

A cause de ces décisions, il y eut un développement axé sur le secteur public. La croissance était lente : 3%, et ceci nous a permis de survivre pendant les années 60 et 70. A la fin de cette période, à la fin des années 80, il y eut une crise économique très importante. Nos réserves de devises étrangères avaient baissé et ne représentaient plus qu'une capacité d'importer pendant 10 jours. C'était donc une crise réelle. Notre Premier ministre socialiste fut obligé de vendre 400 millions de dollars d'or de nos réserves en or. Voilà donc ce qui s'est passé à cette époque, ce qui a déclenché une crise grave. Nous étions obligés d'arriver à des conclusions d'un programme d'ajustement structurel avec le FMI qui a causé des difficultés réelles pour nos citoyens.

Cependant, comme je vous l'ai dit tout à fait au début, de toute façon, il y a toujours du bon et du mauvais dans chaque action et il faut arriver à les analyser avant d'aller plus loin.

Qu'en est-il du fonds propre ? Je me suis penchée sur ces questions et c'était très intéressant de voir que, pendant cette même période, le fonds propre de l'Inde s'était amélioré.

La productivité était stagnante, le gouvernement était en crise, mais en fait, tout ce qui concernait le fonds propre, les actions, avançait.

En 1983, 47% de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté. Mais entre 1973 et 1988, malgré le fait que nous ayons eu cette dominance du secteur public, les niveaux de pauvreté ont baissé pour arriver à 38,9% en partant de 49%. Cela a été une baisse très importante, et ceci, malgré le fait qu'on avait un système étatique. C'était un système, donc, où le Gouvernement connaissait une crise, mais où l'économie, basée sur des actions et le fonds propre, fonctionnait relativement bien.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Tout le monde connaît la situation de l'Inde, sa croissance extraordinaire. La croissance du PIB, partout dans le monde, était de 2,7 en moyenne, en Inde elle était de 6,4. Alors, qu'en est-il de la pauvreté ? Ses chiffres ont baissé également de 10 points de pourcentage et, aujourd'hui, c'est 26,1% par rapport à 49% en 1983. Vous voyez que, là, les résultats sont très bons. 10 millions d'emplois sont créés tous les ans selon les sondages, ce qui est remarquable.

Avant de dire que je suis peut être au mauvais endroit et que je suis ravie de l'état des choses, je vais corriger ceci. Tout d'abord, n'oublions pas que 71,1% de notre population est rurale et qu'elle ne contribue qu'à 18% de notre PIB. Donc, c'est un pays pauvre, rural. Si vous vous rendez à Delhi, vous ne voyez pas cela. Vous ne voyez que les effets de la croissance.

Deuxièmement, et ceci à la différence des pays occidentaux dans lesquels vous êtes passés du monde agricole à l'industrie et aux services (secteur tertiaire), nous, nous avons sauté une étape. Nous sommes passés, en fait, très vite, aux services : 54% de notre PIB vient du secteur tertiaire, par exemple tout le secteur de l'informatique, etc. Mais en ce qui concerne la pauvreté dans les zones rurales, c'est un élément extrêmement important pour nous tous.

Tout ceci m'amène à un autre point pour lequel je serai plutôt réaliste, c'est le rôle des marchés. Je pense en effet que les marchés doivent marcher ! Mais malheureusement, ces marchés ne reflètent pas les intérêts des pauvres en Inde. Et pour moi, en Inde, si les choses

doivent aller dans le sens de la réduction de la pauvreté, alors ces marchés doivent refléter les intérêts, également, des pauvres.

En fait, il n'y a que 8% de notre population qui vit et travaille dans le secteur organisé : cela veut dire que 92% de notre population travaille dans le secteur non organisé. Nous ne les connaissons pas, nous ne savons pas ce qu'ils font, nous n'arrivons même pas à élaborer des programmes de gouvernement pour faire face à ces personnes. Ce sont des personnes qui n'ont aucune éducation, qui n'ont pas d'expertise, qui n'ont pas « d'inclusion financière » dans nos programmes.

Donc, notre défi est évident : nous devons, maintenant, adapter nos marchés pour qu'ils travaillent pour les pauvres.

Je suis heureuse de pouvoir dire que notre gouvernement a pris des mesures très intéressantes. Tout d'abord, le gouvernement a reconnu le rôle de ce secteur, nous avons à présent une Commission spéciale qui s'occupe de ce secteur informel, et c'est donc un secteur qui peut contribuer de façon bénéfique à toute cette question de la réduction de la pauvreté.

Il y a d'autres secteurs qui sont également importants et je voudrais en parler parce que c'est là que les micro et macro entreprises fonctionnent vraiment à pleine vitesse. 40% de la production de notre PIB vient de ce secteur. 42 millions de personnes sont employées dans ce secteur. Les petits entrepreneurs qui exportent font partie de ce secteur. Donc, cela touche l'Union européenne et la France. 60% de nos exportations viennent de ces petites entreprises ou ces micro-entreprises. Les chaînes de valeur ajoutée viennent directement de ces secteurs de micro et petites entreprises pour passer au marché.

Ce n'est pas la même chose que dans les pays occidentaux. Il s'agit là véritablement de petites entreprises. En 2002-2003, un sondage a été effectué et nous pouvons dire que ces entreprises emploient 2,7 personnes en moyenne. En fait, souvent, ce sont des entreprises familiales.

Il faut savoir que 48% de ces personnes n'ont pas, par exemple, d'accès à l'énergie, ou même à l'électricité. Il y a 330 000 de ces entreprises qui, en fait, fonctionnent avec du bois de chauffe. Donc, vous voyez les chaînes de valeur ajoutée viennent de ces secteurs de micro-entreprises informelles. Et c'est dans ce cadre, que nous devons situer tout le débat, sur les normes qui sont aussi répandues dans les pays occidentaux.

Certaines entreprises viennent chez nous avec des codes de bonnes pratiques qu'elles essaient d'imposer (par exemple : ne pas employer des enfants, etc.) Mais ces questions sont si complexes que, si on essaie d'imposer ces normes et empêcher l'embauche des enfants, c'est pratiquement impossible. C'est presque essayer d'éteindre un feu tout en l'attisant.

En fait, le vrai problème est autre. Nous avons besoin d'interventions de l'Etat extrêmement importantes pour le corriger. Nous avons, par exemple, deux programmes Eurogap particulièrement intéressants.

On a préconisé, pour les producteurs de raisins en Inde, d'avoir certaines conditions sanitaires imposées non seulement pour leurs champs mais également pour leurs ouvriers (non par une imposition de normes mais par encouragement).

Je crois que les Pays-Bas ont contribué à presque 2 millions de dollars pour faire passer ce message. Ce n'est pas tout simplement imposer des normes ou des codes de bonnes pratiques. Il faut vraiment arriver à établir un contact, une liaison directe. En fait, même si c'était un programme conjoint avec le gouvernement indien, la certification, par exemple, a été payée par le gouvernement de l'Inde.

Autre exemple : je voudrais vous parler de la production des articles de sport et des accusations sur le travail des enfants. Les associations ont commencé à faire une campagne. Elles se sont aperçues que, souvent, les enfants qui étaient utilisés relevaient du secteur

informel et travaillaient donc dans leur maison. On a commencé par un effort de sensibilisation qui n'a pas marché. Les associations concernées se sont, à ce moment là, rapprochées du gouvernement pour mettre en place des systèmes de santé, des centres de santé, des systèmes d'éducation, etc.

Ce que je voudrais dire c'est que si on veut vraiment des changements, si on veut véritablement faire reculer la pauvreté, il faut le faire avec le gouvernement, avec la puissance publique. Je ne crois pas qu'une entreprise, une association seule puisse obtenir des résultats : si l'on croit dans les marchés, il faut également des gouvernements forts. Il faut, pour que les marchés opèrent comme ils le devraient, une puissance publique forte.

Enfin, rapidement, parce que j'arrive à la fin de mon intervention, je voudrais mentionner deux mesures très importantes qui ont été prises par le gouvernement avec, comme souci, premièrement de promouvoir l'égalité, deuxièmement de distribuer les produits et nous avons enregistré une croissance formidable au cours des deux dernières décennies.

Nous avons mis en place le premier programme de protection sociale, un des plus importants programmes de garantie de l'emploi qui a été sans précédent.

Le gouvernement a dépensé près de 7 milliards de dollars pour ce programme de protection sociale qui garantit 100 jours de travail par famille et par an. S'il n'y a pas d'emploi, pas de travail, dans ce cas là, la famille reçoit un salaire.

Grâce à notre croissance et à notre développement, nous avons pu mettre en place le premier programme d'importance en matière de protection sociale.

Deuxième exemple : la création de capitaux certes, mais un problème de distribution également. Ce que je voudrais dire c'est que la gouvernance locale, qui a été introduite par les 33<sup>ème</sup> et 34<sup>ème</sup> amendements, existe depuis un certain nombre d'années. Mais, le transfert de pouvoir et de compétence aux communautés locales, en revanche, n'est toujours pas devenu une réalité.

Le rapport récent du gouvernement indien publié en 2006 indique que, 40 ans après, la question de la planification de la base vers le haut n'a toujours pas vu le jour, même dans certains Etats où il y a eu délégation de pouvoirs et de compétences. Donc, le gouvernement lui-même reconnaît les limites des succès remportés dans le cadre de cette approche.

Je conclurai en disant que nous devons regarder de très près ces différents éléments.

Nous devons y réfléchir ensemble et c'est ainsi, seulement, que nous pourrons déterminer les instruments à utiliser pour faire reculer la pauvreté et décider des moyens à mettre en œuvre.

**Mme Meera MITRA, sociologue, spécialiste des problèmes de développement**

## **Ernst STETTER : la FEPS, la Fondation Jean Jaurès, l'Inde et l'UE**

Je suis très heureux, d'avoir l'honneur et la possibilité de présider cette deuxième partie de ce séminaire, ce matin. Tout d'abord, avant de donner la parole aux intervenants, un grand merci aussi à la Fondation Jean Jaurès pour ce travail commun que nous avons fait ensemble en ce qui concerne le dialogue entre l'Inde et l'Europe.

Et pour ceux, ici à Paris, qui ne connaissent pas la Fondation Européenne d'Etudes Progressistes, je vais d'abord en quelques mots la présenter : La FEPS est une Fondation qui a été créée récemment, cela fait un an et demi, par une décision du Parlement européen. Comme ici la Fondation Jean Jaurès est proche du Parti Socialiste français, notre Fondation est proche du Parti Socialiste Européen.

Il existe donc maintenant au niveau de l'Europe le même principe que partout en Europe. Actuellement, comme vous le savez, il existe dans les états-membres, des fondations, des think tanks, des associations qui sont proches de mouvements politiques, et la notre, la Fondation Européenne d'Etudes Progressistes FEPS, est proche du Parti Socialiste européen c'est pourquoi nous travaillons étroitement avec la Fondation Jean Jaurès, ici en France.

Je vais ajouter un petit aspect européen dans mon bref propos. Si on parle de la globalisation, si on parle aussi de notre modèle de développement, notre modèle de développement économique et social qui nous est cher ici en Europe, c'est aussi l'expérience que nous avons connue lorsque nous avons créé l'Union européenne.

Et, nous avons voulu faire le poids, je veux dire, dans l'économie mondiale. Si je regarde en Inde, on a un marché de 1,2 milliards d'habitants, en Chine on a un marché de 1,5 milliards d'habitants, et en Europe nous avons un marché de 500 millions. Cela montre bien la dimension dans laquelle nous vivons dans un temps de globalisation. Je crois aussi, au niveau européen, que nous devons nous mettre plus ensemble pour avoir plus de coordination de nos politiques économiques et financières, surtout maintenant en temps de crise, pour avoir plus de cohérence dans la recherche de ce que nous menons, et pour obtenir la réorientation de nos modèles de production

Si on arrivait à cela, je crois, on pourrait quand même un peu mieux maîtriser ces défis de la globalisation comme ils sont là sur le marché.

C'est pourquoi des rencontres de ce genre nous paraissent importantes.

**Ernst Stetter , secrétaire général de la FEPS**

## **Philippe HUMBERT : « Politiques publiques et inégalités »**

Mesdames, messieurs, merci et bonjour. Mon intervention se situe à la charnière entre les deux experts indiens qui viennent de parler, et un ancien ministre français expert des inégalités. Je vais donc essayer de faire un pont entre la situation en Inde et la situation en France.

Je vais partir tout de suite très au large avec deux idées empruntées à Amartya Sen dans son récent livre *L'idée de la justice*, qui montre bien qu'il faut avoir une vision ample de la notion d'inégalité. La première idée que je lui emprunte est que le **sentiment d'injustice, qui naît des inégalités jugées injustes**, est un des leviers les plus forts des dynamiques sociales et politiques. Lui-même cite Gautama (Bouddha) comme le premier signe de ce que cela peut donner. Et on verra si la publication récente par Forbes le 19 novembre 2009 à propos de l'Inde, montrant que 100 familles indiennes, dont 52 milliardaires, possèdent 25% du PNB indien, déclenche le même mouvement que Gautama il y a 25 siècles...

La deuxième idée que je lui emprunte est que **les inégalités ne se mesurent pas uniquement en terme monétaire**. Amartya Sen raisonne, lui, en terme d'inégalités de « capability », de capacité, c'est-à-dire, finalement, la possibilité pour un individu de choisir (cela a été dit d'ailleurs tout à l'heure par le ministre Sabbha Somu) et d'accéder à ce qui a de la valeur pour lui dans sa vie : des biens d'éducation, des biens de santé, des biens de formation. Voilà la notion extrêmement large, je pense, qu'il faut avoir des inégalités. Et gardant cela à l'esprit, je vais essayer de décrire, d'une manière rudimentaire et un peu brutale, la dynamique des inégalités en Inde, en France, et ensuite l'orientation des politiques publiques dans les deux pays.

Alors, en commençant par l'Inde, **la dynamique des inégalités**, je la vois avec deux ressorts principaux. **Le premier ressort est que ces inégalités nouvelles s'enracinent et accentuent les inégalités traditionnelles** de la société indienne. C'est quelque chose qui se superpose sur un arrière plan. Tout le monde connaît les racines culturelles de la segmentation sociale et des hiérarchies sociétales en Inde. La dynamique récente de la société indienne crée des gagnants et des perdants. Les gagnants ce sont ceux qui disposent du bagage culturel le plus adapté, je prends « bagage culturel » au sens le plus large. Alors, il peut s'agir de groupes sociaux (on cite les Marwaris, les Gujaratis), d'ensembles culturels, il peut s'agir d'Etats (vous prenez l'Haryana ou le Kerala, ces Etats ont le bagage culturel le mieux adapté). Le Kerala est probablement l'Etat le plus mondialisé de l'Inde, et c'est l'Etat le plus stable et le plus organisé, donc il n'est pas détruit par la mondialisation, au contraire, il gagne à la mondialisation.

Le deuxième ressort est que **le moteur d'inégalités en Inde** est davantage celui de la **libéralisation de l'économie** que la mondialisation. Même si la mondialisation, à travers les investissements étrangers, l'afflux des capitaux financiers, l'arrière plan culturel qui est véhiculé par les grandes sociétés, est importante.

La combinaison de ces deux ressorts est à l'origine de ce que l'on voit. C'est-à-dire, d'abord, l'explosion, l'enrichissement extraordinaire et très rapide d'une couche, qui a été décrite tout à l'heure (peut être 4 à 5% de la population, enfin une petite minorité), d'une classe d'entrepreneurs, d'industriels, des activités de services qui se développent extrêmement vite.

C'est là où l'on trouve les 52 milliardaires indiens qui possèdent 25% du PNB. On voit bien l'effet d'enrichissement extrêmement rapide de ces grandes sociétés souvent familiales, qui ne sont pas des monopoles mais qui sont dans une situation de très faible concurrence, et qui rappellent (comme cela a été dit tout à l'heure) une forme de capitalisme qu'on a connu en France et en Europe dans le XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est l'époque saint-simonienne, en quelque sorte, du développement indien.

Et à côté de cette couche extrêmement peu nombreuse en fait, mais extrêmement puissante, il y a, ce qui est bien connu, **une grande agriculture pauvre**. Toute l'agriculture n'est pas pauvre, mais une partie importante est affaiblie par l'épuisement de la révolution verte, par des phénomènes fonciers, un fractionnement foncier extraordinaire, et puis le sous-développement culturel. On peut symboliser tout cela par deux chiffres : la croissance de l'industrie et des services dans les années 2005/2008 était de 12 à 15% par an pour une croissance composite de l'ordre de 9 à 10%. Aujourd'hui, on revient vers un taux de 9%. Les derniers chiffres sur l'industrie et les services sont de l'ordre de 9%, alors que l'agriculture était négative : moins 1,5% dans la dernière période. D'un côté, il y a un secteur qui croît à 10-12-13% et de l'autre, un énorme domaine agricole qui ne croît que de 2 à 3% quand tout va bien.

Et puis, en plus, il y a évidemment les 2 ou 300 millions d'indiens qui vivent **en dessous du seuil de pauvreté**.

Alors, face à ces inégalités, en tous cas dans la période récente, mon point est que les **politiques publiques en Inde se sont révélées beaucoup plus soucieuses d'augmenter la richesse que de la répartir**. A cela, je crois qu'il y a deux raisons. La première raison est une croyance, qui est justifiée d'ailleurs, que la croissance fournit les dividendes et les ressources qui permettront de financer les politiques de redistribution ultérieures.

Et deuxièmement, plus prosaïquement, je crois qu'il y a l'impuissance à contrôler l'enrichissement du secteur privé des industries et des services à cause de l'influence de ce secteur sur l'appareil d'Etat et sur les valeurs des couches dirigeantes.

**Ceci conduit à deux choses. La première est la faiblesse des mécanismes de redistribution**. On peut symboliser la par un chiffre. En Europe, le taux des prélèvements obligatoires est entre 40-50%, en France, je crois, c'est de l'ordre de 45%. Le chiffre équivalent en Inde ne dépasse pas 15% tous prélèvements confondus. Donc, la première manifestation est finalement la faiblesse des mécanismes de redistribution et, en particulier, la faiblesse de la fiscalité directe. La fiscalité directe effective est extrêmement légère en Inde, que cela soit sur les individus comme sur les sociétés. Je ne parle pas de la fiscalité indirecte qui commence à se répandre grâce à la généralisation progressive de la TVA, une invention française de 1955 !

Cette faiblesse des mécanismes de redistribution s'étend aussi à la protection sociale. Il n'y a pas de protection sociale universelle en Inde, seulement des régimes disparates et souvent privés.

Et, troisièmement, ce qui est souvent oublié, c'est la faiblesse des services publics, de l'enseignement, de la formation qui contribuent, comme on le verra après, pour une part très importante, des revenus disponibles dans nos sociétés.

**En cela, la société indienne exprimait une préférence**: finalement, faute de ressources, ou peut être, faute de vouloir mobiliser les ressources, s'est développée cette politique de

discrimination positive ou d' « **affirmative action** » qui a une base constitutionnelle depuis les années 50. Elle a un énorme avantage, c'est qu'elle ne coûte rien, et l'autre avantage, également vrai, d'attaquer les problèmes à la source en essayant de faire monter en compétences, en responsabilités, des couches sociales, des communautés défavorisées. Et cela, en prenant appui, comme cela a été dit ce matin, sur des organisations non-gouvernementales extrêmement nombreuses, extrêmement puissantes, extrêmement militantes.

**Ce panorama est peut être en train de changer avec la croissance inclusive.** Mais, comme le disait le Pr Oommen tout à l'heure, cette notion de croissance inclusive est très récente. Elle a été vraiment popularisée par la dernière campagne électorale gagnée par le Parti du Congrès. La croissance inclusive est le contraire de ce que je viens de dire ; encore faut-il qu'il y ait les ressources, le souci de mettre en œuvre ces programmes dont a parlé Meera Mitra tout à l'heure (on pourra y revenir). Est-ce qu'il y a une inflexion forte dans ce sens ou non ?

**Maintenant, je passe à la situation française.** La problématique des inégalités en France n'est pas du tout celle que je viens de décrire pour l'Inde. Ce n'est pas un problème entre grands secteurs économiques. C'est **au sein même de la société française**, si on met de côté la population active agricole qui a évidemment ses soucis, mais enfin c'est 3 à 4% de la population, et puis la population pauvre, émigrée ou non qui représente peut être 5-6-7% de la population. Si je me tiens à la masse de la société française, c'est à l'intérieur de là que se trouve la problématique des inégalités : entre les différents types de revenus, entre les revenus salariaux, les profits, les effets de patrimoine, et puis à l'intérieur du monde salarial. Et que constate-t-on ?

Une chose, qui est peut être surprenante mais qui est mise en évidence par le rapport de Christian Paul sur le partage des richesses, est que l'on ne constate pas un déplacement net de la valeur ajoutée vers les profits depuis une quinzaine d'années. On constate, au contraire, une stabilité de la part des salaires autour de 65% de la valeur ajoutée. Et donc, cette idée souvent dite qu'il y aurait un déplacement massif vers les profits de la valeur ajoutée n'est pas constatée dans les faits. Alors, ceci peut donner lieu à des batailles d'experts évidemment, mais enfin je m'en tiens à l'Observatoire des inégalités et au rapport de Christian Paul.

Par contre, à l'intérieur de cette évolution d'ensemble, il y a évidemment **des inégalités extrêmement fortes et croissantes**. D'abord, on constate un tassement des salaires vers le bas d'une manière générale, en même temps une inflation salariale très importante liée à des phénomènes de rareté de talents dans l'économie financière (et tout le monde connaît les revenus extrêmement importants de certaines catégories de personnes). On constate une surqualification, c'est-à-dire que souvent les gens sont surqualifiés par rapport aux emplois qu'ils occupent. On constate la précarité, le temps partiel, etc... On constate une pauvreté des actifs. Et, on constate, donc, une grande dispersion, au fond, à l'intérieur de ce monde salarial, sans compter **les effets de patrimoine** qui sont extrêmement importants en France. Et, une statistique récente montrait que plus les revenus sont élevés, plus ils croissent vite, ce qui est tout à fait spectaculaire. Entre 1998 et 2006, les 10% de personnes les plus riches en France ont vu leurs revenus augmenter de 8,7%, le 1% le plus riche de 19%, et le 0,1% le plus riche de 42%. Ceci essentiellement en raison de la valorisation foncière et immobilière.

Cette évolution en France a, à mon sens, **deux origines**. La première origine, et cela se distingue de ce que je disais à propos de l'Inde, est une tendance de fond qui est liée à la

**mondialisation de l'économie. Mondialisation qui entraîne une pression sur les salaires exposés à la concurrence**, à l'idée de l'armée de réserve chinoise, indienne (elle est évidemment très exagérée mais elle pèse sur un certain nombre de revenus salariaux en France et en Europe). La mondialisation entraîne une perte d'emplois industriels au profit d'emplois de services qui sont beaucoup plus atomisés dans la société (cf. la surenchère salariale pour des talents rares dans l'économie financière en particulier), et puis globalement une croissance plus ralentie. Soit, comme en France, on perd des parts de marché donc finalement la croissance se ralentit, soit dans d'autres pays comme l'Allemagne qui ne perd pas de parts de marché mais au prix d'une baisse des salaires. L' « agenda 2000 » du SPD est à l'origine de sa défaite électorale, justement à cause de cela.

La deuxième raison, ce **sont les effets de la crise actuelle**. Et là, je me réfère à Arthus, un économiste bien connu, qui vient d'analyser ce phénomène, en disant : la crise actuelle a également des effets sur l'inégalité des salaires. Pourquoi ? Parce que les agents privés très endettés se désendettent dans beaucoup de pays (on a vu cela dans le monde anglo-saxon) et cela pèse sur la demande. Les exigences de profits, de profitabilité du capital, restent identiques. On n'a pas beaucoup changé de comportement. Et, enfin, les Etats, très endettés, vont confisquer de plus en plus d'épargne aux particuliers parce qu'ils en ont besoin.

Alors, face à cela, quelles sont **les orientations des politiques publiques en France** ? Je dirais : c'est l'inverse de l'Inde. En France, en Europe, les Etats sont relativement démunis pour restaurer la croissance ou pour avoir une croissance plus rapide. Pourquoi ? Parce que ce sont des phénomènes beaucoup plus généraux. Il y a le problème des taux de change, l'euro, le Yuan, etc. sur lesquels les gouvernements nationaux n'ont pratiquement pas de prise.

Inversement, et là contrairement à l'Inde, les Etats, particulièrement l'Etat français, sont **suréquipés en matière d'outils de redistribution**. Ils ont l'outil fiscal (et Dieu sait si l'imagination fiscale est illimitée) pour soit promouvoir ou éliminer des avantages, etc. Je ne discute pas sur les effets redistributifs ou non de la fiscalité française. Nous avons un outil fiscal important, puissant et perfectionné. Nous avons l'outil des politiques sociales, diversifié, continuellement modifié, etc. Là, également, est ce vraiment redistributif ? C'est extrêmement difficile à dire, certains pensent le contraire, mais on a l'outil. On a l'outil des services publics d'éducation et de santé qui ne sont pas totalement gratuits mais qui sont extrêmement bon marché, en France en particulier, et dont la valorisation représente 23% des revenus disponibles des ménages.

Nous sommes démunis face à la croissance, au problème de croissance. Nous avons un suréquipement d'outils, contrairement à l'Inde qui a des outils, en fait, très peu utilisés (fiscal, protection sociale, service public). Nous, nous avons des outils extrêmement perfectionnés.

Et, compte tenu de cela, nous avons, et là également contrairement à l'Inde, une grande **réticence à attaquer les causes culturelles des inégalités autrement que par le principe de l'égalitarisme républicain**. Le dogme, c'est de considérer que, dès lors que tout le monde a accès à l'éducation, dès lors que tout le monde a accès à la santé (je schématise évidemment), il n'y a pas lieu de faire plus. Le débat n'a pas été tranché : faut-il aider davantage, comme le fait l'Inde, des populations défavorisées par des systèmes, des mécanismes, des outils permettant de donner des avantages à ceux qui, spontanément, en sont dépouillés, que cela soit pour l'égalité des chances, ou pour l'égalité dans la cité ? Et cela, au moment même où, dans notre société, il y a des phénomènes d'exclusion ou, tout simplement de non-inclusion, du fait de l'importance des populations immigrées, et du fait, peut être d'un certain

déclassement culturel d'un certain nombre de gens face à l'évolution extrêmement rapide des technologies. L'idée qu'il y a une élite mondialisée et que tout le reste n'est pas mondialisé du tout est une idée totalement caricaturale. Mais, il y a quand même quelque chose dans la société qui fait qu'il y a des gens qui s'adaptent, des couches sociales qui s'adaptent, et il y en a d'autres qui s'adaptent beaucoup moins bien, à tort ou à raison.

Les enseignements de ces comparaisons très schématiques (je le reconnais, brutalement schématiques) sont assez simples. Je pense que nous, en France, nous avons à apprendre (comme cela a été dit tout à l'heure), en tous cas, à regarder ce qui se fait en Inde en matière d' « affirmative action ». Quelle est la problématique de cela ? Quels sont les avantages et les travers ? Il y a des effets pervers aussi, mais il y a également un effet de promotion extrêmement important. Quoiqu'il en soit, en France on a, je pense, à apprendre de l'Inde en la matière et, également, à apprendre du point de vue de l'action de la société civile, de ces ON, dont nous avons des représentantes ici, brillantes, Meera Mitra, Ravni Thakur, parmi d'autres capacités.

Par contre, l'Inde a à apprendre, je pense, de l'Europe et de la France sur des mécanismes de redistribution : dans le domaine fiscal, j'ai dit que l'Inde avait importé la TVA, ce qui est très bien, mais la TVA qui est un impôt merveilleux à très haut rendement, indolore, (je dis merveilleux du point de vue de la politique fiscale) commence à être répandue en Inde. Mais, en matière d'imposition directe, quasiment tout est à faire. On demandera tout à l'heure au ministre, combien d'indiens, à titre personnel, paient d'impôt sur le revenu. Je crois que c'est extrêmement faible. J'ai le chiffre de 10 millions en tête, ce qui, évidemment, n'est pas beaucoup sur une population d'1 milliard. En matière de protection sociale, nous avons, je crois, une énorme expérience. Et en matière de services publics qui représentent, grâce à leur prestation quasi gratuite, un élément très important du revenu des ménages, je pense que, là également, on a des choses à dire.

Et puis, je terminerai, également, par la politique de concurrence, parce que ces grands groupes privés indiens n'opèrent pas sur un marché interne vraiment concurrentiel. La concurrence est limitée et cela est à l'origine des profits extraordinaires de ces groupes et, je crois que là, il y aurait des perfectionnements à apporter. Voilà les pistes, en quelque sorte, pour un dialogue entre nos deux pays. Merci.

**Philippe Humbert : économiste, expert sur l'Inde.**

## **Jean LE GARREC : « Inégalités et politiques contre l'exclusion »**

Je sors, à la minute, d'une réunion au ministère de l'emploi et des finances qui concernait l'inclusion des salariés j'étais donc en plein dans ce sujet.

D'abord, je voudrais rappeler que je ne suis pas un expert. Je ne connais pas d'expert en inégalité. C'est un non-sens ! En plus, je ne suis pas un expert car je n'ai pas la prétention de tout connaître. Je suis quelqu'un qui a passé 25 années en entreprise, 25 années d'élu national, 5 années de Ministre, avec des ministères très différents, pas seulement celui de l'emploi, et qui a présidé pendant 5 ans la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée Nationale. Donc, j'ai appris beaucoup de choses.

Et, la première des choses que j'ai apprises, c'est le doute et plus les choses deviennent difficiles, plus le citoyen que je suis, très engagé (car je préside une association assez importante qui travaille uniquement, au niveau national, sur le thème de l'emploi), plus le citoyen est résolu et, en même temps, angoissé. Et donc, je trouve que le doute, y compris métaphysique, est une qualité absolument indispensable.

Deuxième remarque : la première des inégalités, c'est l'inégalité face à l'emploi.

C'est la base de tout. Il y a une phrase d'un homme que j'aime beaucoup, qui s'appelle Robert Castel, qui dit : « Abandonner le front du travail, c'est risquer de renoncer à la possibilité de réguler le marché. » Je crois que cette phrase est clé. Elle est fondamentale. J'ajoute : face à l'emploi, et face à la terrible mutation du contenu de l'emploi, et de la capacité d'adaptation à cette évolution. La brutalité de cette rupture est sans précédent dans nos civilisations, tout au moins nos civilisations européennes. Je n'aurais garde de faire des comparaisons avec l'Inde que je ne connais pas suffisamment.

C'est la situation dans laquelle nous nous retrouvons depuis 25 ans avec en France probablement (c'est très difficile à savoir parce que les statistiques ne sont pas exactes) plus de 4 millions de personnes (beaucoup plus même) qui sont soit chômeurs déclarés, soit en rupture ou en travail de précarité, c'est un phénomène sans précédent.

J'ajoute que je récuse le mot « crise », dont je considère qu'il gomme la réalité.

Ce que nous vivons, c'est une terrible mutation des rapports économiques, des contenus économiques, du contenu de l'emploi et du travail dans nos pays mais, en particulier, au niveau mondial. J'illustre ça par une seule remarque : nous avons vécu un âge d'or en France, les années 50-70 (que j'ai bien connues puisque j'étais salarié dans une entreprise). J'ai vécu dans ces années là où nous étions appuyés sur une industrie lourde importante : sidérurgie, textile, chimie, aviation, automobile... Des pans entiers de cette industrie ont disparu, comme par exemple le textile. Des pans entiers sont en train de disparaître, comme la sidérurgie. Et les autres structures lourdes qui continuent à se développer, comme l'aéronautique, ne seront plus créatrices d'emplois. Elles seront créatrices de richesses, mais l'emploi sera transféré. Quand les Chinois achètent des A380, ils font une partie du fuselage. Demain, ils diront : « oui, on achète, mais on fait le poste de pilotage ». Et, on fera du transfert de technologie, sinon on ne vendra pas de A380. Nous avons donc une mutation explosive qu'il nous faut prendre en compte.

Quelques indications à propos de l'exclusion, de la pauvreté et des politiques qui ont été développées pour tenter d'y mettre fin. Il y a en effet toute une série de dispositifs (je ne vais pas vous en faire l'inventaire) qui ont été créés, beaucoup par des gouvernements de gauche

qui ont eu pour objectif d'éviter la pauvreté, de laisser des gens dans la rue.

Je donnerai deux exemples qui sont quand même assez illustratifs de cette volonté :

- c'est la création du revenu minimum, le RMI (près de 600 euros pour une personne seule). Il est tenu compte ensuite de la situation familiale, du nombre d'enfants... Ce revenu correspond à de la survie ; mais il a permis d'éviter que des citoyens se retrouvent en situation de rien.

- c'est la création, tout à fait importante quand on voit le débat aux Etats-Unis sur la santé, de la CMU, la Couverture maladie universelle. Nul ne peut se trouver dans une situation de ne pas être soigné. Je ne conteste pas que dans l'application, il y ait des difficultés, mais voilà quel était l'état d'esprit à la création de la CMU, qui fonctionne à 90% (il y a toujours des problèmes, des médecins qui ne jouent pas le jeu, etc.). Mais quand on voit, par exemple, ce qu'est la situation du service de santé aux Etats-Unis et la création de la CMU, on constate une différence fondamentale.

Le président des Etats-Unis a bien du mal à aller jusqu'au bout de cette réforme. C'est quand même assez illustratif.

Il y a eu, par ailleurs, la création de la prime pour l'emploi, sur laquelle, personnellement, j'étais très réservé, Je n'étais pas favorable à cette approche qui a été faite par le gouvernement Jospin.

Et enfin, aujourd'hui, le RSA qui est un complément apporté au salarié qui est en dessous du minimum vital. Je vais vous donner un chiffre : le salaire minimum en France doit être de l'ordre de 1 200 €. Si une caissière de supermarché travaille à deux tiers de temps, elle va gagner 800€, le RSA va lui apporter 200€, ce qui n'est pas négligeable. Bien entendu, cela pose de nombreux problèmes et je recommande pour ceux qui ne l'ont pas lu, de lire les problèmes analysés par Karl Polanyi sur la loi sur la pauvreté en Angleterre dans son ouvrage *la Grande Transformation*. Il y a des conséquences qui ne peuvent pas être transposables exactement, mais qui sont quand même intéressantes.

Il y a aussi une loi, dont j'étais d'ailleurs le rapporteur, contre l'exclusion qui est une loi importante qui a donné lieu à un débat pendant des mois, et qui prévoit également beaucoup de dispositifs.

Deuxième grande dimension, c'est la création de dispositifs qui font que les citoyens les plus éloignés de l'emploi puissent être « rattachés », qu'il y ait un travail de fond avec eux et qu'on puisse les réinsérer dans l'emploi. Il y a toute une série de structures qui existent déjà (comme les missions locales pour les moins de 25 ans, les plans locaux d'insertion et d'emploi, les maisons de l'emploi dont je m'occupe, etc.). L'idée centrale est de faire en sorte que ceux qui sont les plus loin de l'emploi (jeunes, moins jeunes), soient accompagnés pour essayer de se remettre en situation d'emploi. Il y a énormément de structures qui travaillent là-dessus, qui ont d'ailleurs une grande expérience, qui sont le plus souvent soutenues par la puissance publique (quelquefois il faut discuter un peu fort), et qui sont très appuyées (et c'est ça qui est important) par les collectivités territoriales.

Les élus territoriaux (communes ou regroupements de communes) jouent un rôle essentiel dans l'appui à cette action.

Et enfin, la troisième grande dimension, et c'est celle où nous sommes : quel développement ? Comment ? Sous quelle forme ? Est-ce qu'il suffit de parler de croissance ? Non, assurément pas, même si la croissance est nécessaire ! Quel contenu de la croissance ? Quel rôle de l'Europe ? Quelles relations avec les deux grandes puissances montantes mondiales, la Chine d'un côté, l'Inde de l'autre ?

Parce qu'on peut faire tout ce que l'on veut (et là je reprends la déclaration de Robert Castel que je citais tout à l'heure), si vous n'avez pas une animation économique suffisante, si vous ne prenez pas en compte cette mutation formidable qui est en train de se faire, vous pouvez éviter, au mieux, la pauvreté, vous pouvez créer des mécanismes, mais vous ne répondrez pas un fond du problème.

C'est une question actuelle en France : comment mobiliser la base ? Cela doit être mieux étudié par le Parti Socialiste, et nous souhaitons le faire à la Fondation Jean Jaurès. C'est une question extrêmement compliquée. Il ne suffit pas des experts qui réfléchissent en termes de flux financiers, en termes de niveaux de croissance. Il faut aller beaucoup plus loin. Peut-être faut-il changer totalement notre logiciel (c'est ma conviction personnelle) face à cette mutation qui est en train de se faire ? Personnellement, je me bats pour la territorialisation des politiques de l'emploi. Avoir un autre regard sur les choses ! J'ai une certaine méfiance des experts car c'est à partir du regard sur le terrain que l'on peut agir.

Je voudrais illustrer tout ceci par un exemple pour bien me faire comprendre : la Bretagne, dont je suis originaire, a créé sa richesse dans les années 50-60 par le développement d'une agriculture productiviste. A tous prix, il fallait produire, produire, produire ! Et si possible, ne produire pas trop cher : du poulet, du porc dans des conditions non maîtrisées sur le plan écologique !

Or la Bretagne est en train de vivre une crise terrible sur l'eau, sur les algues toxiques, les algues vertes. Il lui faut donc inventer un autre modèle agricole en prenant en compte cette donnée fondamentale de l'eau, de l'environnement, de la pollution, des toxiques, etc. Cette approche va être très créatrice d'emplois, encore faut-il engager cette mutation ! Elle ne va pas s'engager par un pouvoir central. Il peut aider, il doit aider ! Mais, c'est à partir du terrain que ça doit se faire.

Les Landes ont subi deux catastrophes qui ont détruit un tiers de la forêt landaise. On sait, aujourd'hui, que la construction du bâtiment utilisera de plus en plus le bois. Le taux de fabrication de maison en bois en France est le plus faible d'Europe alors que nous avons la forêt la plus importante d'Europe et pourtant on importe le bois venant de Norvège !

Il faut donc créer une filière là-dessus. Ce n'est pas l'Etat central qui peut le faire, l'initiative doit partir des collectivités territoriales avec, bien entendu, son appui s'il arrive à comprendre un peu cette mutation.

Donc, voilà des exemples très précis qui montrent que c'est un logiciel différent qu'il nous faut prendre en compte. Bien entendu, c'est valable pour ces vieux pays industriels comme la France. Je n'aurais garde de dire que c'est aussi une situation transposable ailleurs, en Inde ou en Chine (je n'en sais rien, et je ne veux pas parler à la place de quiconque surtout en ne connaissant pas suffisamment le problème même si j'ai quelques idées sur la Chine où je suis allé). Voilà, les quelques remarques que je voulais faire. Elles sont très ciblées, très cadrées.

Enfin, quand on parle d'inégalités, il y a la réalité, il y a les chiffres, il y a les décalages, mais il y a aussi la vision que peut avoir le citoyen des inégalités.

En effet - et c'est très important parce que ça peut être totalement destructeur - il est clair qu'aujourd'hui, et ce n'est pas vrai que pour la France, le décalage entre la manière dont vivent des millions de citoyens (il suffit d'analyser les crédits revolving et les conséquences de ces crédits) et ce qu'ils voient autour d'eux est tel que la crise sociale elle est là.

Il existe un sentiment fort d'une inégalité insupportable. Comment se traduira-t-elle ? Je n'en sais rien, mais nous devons prendre en compte pas seulement des chiffres, mais aussi la manière dont nous parlons d'une réalité sociale à travers un discours politique. C'est ça qui

me semble important, nécessaire et indispensable sinon je crois qu'il y aura des décrochages, des déboires et des difficultés.

Pourquoi les bonus ont-ils pris une telle importance dans le débat ? Tout simplement parce qu'ils affichent un décalage. Il y a la vision et la réalité. Si le décalage se fait et s'agrandit, c'est clair, c'est dit : demain, ça recommencera.

C'est le dernier point sur lequel je voulais intervenir : il y a très longtemps au tout début du XXème siècle, Jack London a écrit un livre étonnant qui s'appelle *Le Talon de fer*.

Il a écrit ce livre en imaginant un monde où c'est le pouvoir financier qui a pris tous les pouvoirs. Quelquefois je me dis que peut être qu'il avait vu juste, bien avant nous, et que c'est là un des problèmes qui va nous concerner aujourd'hui et encore plus demain.

**Jean Le Garrec, ancien ministre, ancien président de la commission des affaires sociales**

## **Gérard FUCHS : « Mondialisation et emploi, mondialisation et fiscalité, mondialisation et culture »**

Beaucoup a déjà été dit. Je voudrais reprendre la question des inégalités sous un angle plus politiquement pratique. Je m'explique. Je vais prendre trois exemples de problèmes pour lesquels l'influence de la mondialisation me paraît importante, mais surtout, devenir de plus en plus importante, et où je pense (mais c'est à nos amis Indiens de dire si j'ai raison ou si j'ai tort) que nous pouvons développer une vision commune, voire des positions communes. Et comme je l'ai dit en introduction, c'est ma première préoccupation parce que je crois que si l'on veut faire fonctionner une gouvernance mondiale orientée davantage vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre, il faut une action internationale, donc il faut que se développe une « espèce de programme des forces progressistes au niveau mondial ».

Ces trois exemples sont : mondialisation et emploi, mondialisation et fiscalité, mondialisation et culture.

Ce qu'a dit Philippe Humbert tout à l'heure est très juste : l'effet de la mondialisation sur les inégalités en France aujourd'hui se voit notamment en termes de revenus. Il y a eu en effet une descente de la part des salaires dans la valeur ajoutée dans les années 80. Aujourd'hui elle est stabilisée, à mon avis, à un niveau exagérément bas pour les salaires (mais là on rentre vraiment dans le débat national et politique) mais elle est stabilisée. Elle est stabilisée pour la raison que rappelait Jean Le Garrec : nous avons en France un salaire minimum. (1 200 €, c'est le brut, de l'ordre de 1 000€ net c'est un ordre de grandeur). Nous avons un salaire minimum et, par conséquent, la concurrence internationale qui s'exerce surtout, bien sûr, sur les salariés non qualifiés ne peut pas conduire en France, comme c'est le cas aux Etats-Unis, à des baisses de salaires réelles constatables.

Mais par contre, il y a un « effet chômage ». Un effet chômage qui fait l'objet d'immenses discussions dans notre pays, entre ceux qui disent que la mondialisation n'a qu'un effet marginal et ceux qui disent qu'elle a un effet important. Je fais partie de la deuxième école, je vais aller vite mais je fais quand même un élément de description.

Il est vrai que les chômages dus à des fermetures d'entreprises ou à des délocalisations directes touchent des effectifs limités. Quand je dis « limités », c'est quand même quelques centaines de milliers de salariés sur 10 ans, ce sont des pans entiers de notre industrie (le textile, la sidérurgie et quelques autres). C'est évidemment des drames sociaux. J'ai vécu une fermeture d'entreprise textile de 700 salariés, sur une ville de 10 000 habitants, d'autant plus catastrophique que c'est en général effectivement des salariés non qualifiés. En plus, dans cet exemple, c'était des femmes - ce qui en France n'arrange rien au point de vue emploi - et qui travaillaient dans cette entreprise depuis 15 ans pour les plus jeunes, et 30 ans pour les plus anciennes. Une idée était qu'elles pouvaient apprendre en quelques mois un autre métier pour retrouver un autre emploi (il a été créé ce qu'on appelle une cellule de reconversion, etc.), le résultat a été, bien évidemment, pratiquement négligeable. Ça c'est un premier pan de l'effet de la mondialisation sur l'emploi en France.

Mais, il y a un deuxième pan qui est beaucoup plus difficile à quantifier mais qui, pour moi qui travaille sur ce sujet, est beaucoup plus important que le premier. Il ne s'agit plus des fermetures d'entreprises mais des non-ouvertures d'entreprises. C'est-à-dire que l'on voit aujourd'hui de plus en plus d'entreprises qui, au lieu de créer des emplois en France, pour des raisons de coût salarial évident, créent des emplois ailleurs. Ce ne sont pas des pertes

d'emplois ou des délocalisations au sens : il y a quelque chose qui existait qui disparaît. Mais ce sont quand même évidemment des emplois en moins.

Quand on voit la stratégie, en termes d'emploi, des grandes entreprises automobiles françaises : depuis 10 ans, elles construisent des usines dans ce qu'on appelait l'Europe de l'Est, c'est-à-dire un morceau d'Union européenne, où, quand même, les salaires restent faibles. Nous savons que les délocalisations vont aller de plus en plus loin. L'exemple de la Logan Renault en Inde est un exemple particulièrement illustratif. L'aviation: Airbus industrie ou EADS ne vont pas supprimer d'emplois en France (je pense, j'espère) dans les années qui viennent, mais il est clair qu'ils vont construire des morceaux de nos avions de plus en plus nombreux, et technologiquement de haut niveau, dans des pays où les coûts salariaux sont faibles. Vous me direz : « en France, le salariat c'est 90% et, en Inde, l'économie non formelle c'est de l'ordre de 10% ».

Donc, qu'est-ce qu'on peut trouver comme point de vue commun ? Je vais essayer de trouver un point de vue commun. Vous me direz s'il est fondé sur quelque chose ou non.

Nous, nous craignons non pas l'évolution technologique mais l'évolution technologique non prévue : par exemple quand je vois une entreprise photo, comme un établissement de Kodak en France, qui licencie 1 500 salariés parce que le numérique prend de plus en plus de place, on se dit que quelque part il y a un problème. Ce n'était pas vraiment une évolution imprévisible.

Donc, je crois que c'est ce problème de la prévisibilité dans l'évolution de l'emploi qui peut nous concerner tous les deux à condition que, du côté indien, vous acceptiez de considérer comme emploi (et la réponse est, je pense, évidemment positive) le petit agriculteur individuel qui a un rôle de production, d'abord d'auto-alimentation, ensuite d'alimentation éventuellement locale. Mais s'il y a une libéralisation complète du commerce mondial de l'agriculture, il est clair que ce n'est probablement pas le petit producteur individuel indien qui survivra.

Donc, je crois que nous avons en commun un problème de gestion de la disparition, je dirais des occupations existantes (pour ne pas parler d'emploi au sens salarié), et de son évolution dans le temps. Je crois que s'il y a un reproche parmi beaucoup d'autres qu'on peut faire et qu'on doit faire à l'économie de marché, c'est que son horizon s'arrête au cours des bourses du lendemain (je caricature à peine!). Les grandes entreprises, par contre, ont leur programmation interne. Elles ont une analyse à 10 ans de ce qu'elles vont devenir.

Est-ce qu'il est possible d'imaginer, en complément d'une économie de marché que nous ne ferons pas disparaître (et je crois que cela reste un excellent système pour un certain nombre d'objectifs), mais, est-ce que nous pourrions discuter ensemble, voire dans des forums mondiaux, de comment prévoir l'évolution des économies et notamment des emplois ?

Comme le rappelait Jean Legarrec à juste titre, c'est quand même le fondement du revenu, quand je dis emploi ça peut être occupation, activité, ce n'est pas nécessairement salarié de façon à inclure dans nos raisonnements l'avenir des agriculteurs individuels en Inde ?

Est-ce qu'on pourrait réfléchir à la possibilité d'organismes de prévision, de programmation (autrefois on aurait dit de planification), à des niveaux, éventuellement y compris mondiaux, essayer de prévoir un certain nombre d'évolutions de façon à en imaginer, de façon anticipée, les conséquences sociales ? Ceci est mon premier exemple.

Le deuxième concerne la fiscalité. Vous me direz : « La fiscalité c'est un problème national. » Malheureusement non ! Quelle est la seule source taxable dans un pays en économie ouverte ? Ce sont les salariés qui ne bougent pas. Les salariés qui eux bougent, si les conditions qui

leurs sont faites ne changent pas, si la fiscalité est trop importante, ils vont effectivement s'en aller ailleurs.

Philippe nous disait que l'essentiel de l'explication de l'augmentation des très hauts revenus en France était lié à l'immobilier. Je dirais : sans aucun doute c'est une part importante mais il y a une autre part qui est l'alignement des rémunérations des hauts dirigeants des entreprises françaises multinationales sur le niveau américain. Il y a un chiffre fascinant, c'est qu'aujourd'hui, si vous prenez le ratio des dirigeants, tous revenus compris, des grandes entreprises multinationales aux Etats-Unis sur le salaire ouvrier, ou chez nous, des dirigeants des grandes entreprises multinationales sur le salaire minimum, il est le même. C'est 400 à 1. Le chiffre laisse rêveur en terme d'objectif pour des gens qui parlent de justice sociale, de lutte contre les inégalités, etc.

Pour moi la fiscalité échappe de plus en plus au gouvernement. Parce que tout ce qui est fiscalité sur les revenus financiers n'est plus maîtrisable. Je me rappelle, il y a 10 ans, au ministère de l'économie et des finances, discuter avec l'actuel directeur du FMI, qui était à l'époque ministre de l'économie en France : on voulait taxer, pour le financement de la santé, les revenus financiers. Et la grande discussion de la soirée et de la nuit (cela a duré longtemps), c'était : est-ce-qu'on le fait en deux fois ou en une fois ? Avec comme question en arrière pensée : si on le fait en une fois, est-ce qu'il n'y a pas un nouveau lot de revenus financiers qui vont se délocaliser ?

Je crois qu'aujourd'hui on ne se poserait même plus la question. Et on aurait la réponse avant même d'envisager... Dès que les journaux commenceraient à parler d'une taxation supplémentaire des revenus financiers pour financer le déficit de notre système de santé (ou je ne sais quoi), un certain nombre des revenus concernés, déjà, émigreraient.

Donc, quel est le risque ? Pour lutter contre les inégalités (même si je crois que le service public a des outils), il faut quand même une certaine redistribution. Et pour procéder à une redistribution, il faut qu'il y ait des rentrées fiscales.

Mais, si on ne peut plus taxer que les salaires des salariés ou les petits revenus parce que les autres s'évaporent dès qu'on envisage de les taxer, c'est un problème qui a une dimension internationale et même une dimension mondiale. Certes, c'est un problème qui, vous me direz, a été posé par les dernières réunions du G20. On a mis le Haro sur les paradis fiscaux parce que le stade ultime de la compétition à la baisse en termes de fiscalité sur les revenus financiers, c'est, évidemment, le stade 0 des paradis fiscaux. Cependant, j'ai cru comprendre (j'espère m'être trompé) que les pays de la fameuse liste noire du G20 avaient trouvé une astuce. Pour sortir de la liste noire, il faut avoir passé un certain nombre « d'accords de transparences » avec d'autres pays. Les paradis fiscaux on dit : « on va faire ça entre nous, on va passer des accords entre nous, places offshores, paradis fiscaux et autres ».

Je suis très heureux que le G20 existe, c'est un progrès sur le G8. Je suis très heureux des textes qu'il adopte, mais je suis plus que sceptique sur l'efficacité à laquelle cela va conduire.

Donc, ma deuxième proposition, c'est une réflexion à mener ensemble pour tenter de définir une position commune sur : comment éviter la compétition fiscale à la baisse au niveau mondial sur les revenus financiers ? En d'autres termes, est-il imaginable que, comme au niveau européen, en fin de compte, il y ait des niveaux minimaux de fiscalité acceptés dans le cadre d'une gouvernance mondiale par le plus grand nombre possible de gouvernements ?

Mon troisième exemple concerne la culture. Cela a été mentionné à juste titre, l'inégalité de revenu est très souvent la conséquence d'une inégalité culturelle. Je ne citerai aucun des

grands auteurs de mes deux devanciers, mais enfin nous savons tous que, si les plus riches des citoyens d'un pays lèguent à leurs héritiers des richesses, les plus pauvres leurs lèguent malheureusement le plus souvent un avenir de pauvres pour des raisons culturelles.

Je me rappelle une directrice d'école (toujours dans ma circonscription de l'époque), qui venait me voir en me parlant d'une famille, en me disant : « C'est à croire qu'ils n'ont pas de livres à la maison ! » Elle arrivait de Paris. Je lui ai dit : « Mais chère madame, vous avez raison, il n'y a pas de livre dans cette maison ! » (même si c'était une image).

Or, il y a deux problèmes pour la culture. Il y a le problème de son uniformisation qui est liée au problème de sa marchandisation. Je constate avec plaisir que l'Inde arrive à maintenir, voire à développer, un cinéma. Je ne sais pas exactement comment fonctionne le fameux Bollywood, s'il y a des subventions publiques ou non, comment ça marche, pour être plus brutal, comment résiste-t-il à la tentative d'hégémonie américaine sur le cinéma mondial ? Nous avons réussi, en France, à préserver aussi une industrie cinématographique. Il y a une aide, un programme qui s'appelle Média, au niveau de l'Union européenne, qui essaie de sauver ce qu'il reste de cinéma italien, de faire renaître, éventuellement, le cinéma dans un ou deux pays. C'est un exemple. Il y en a beaucoup d'autres. Mais je crois que le libre échange et la marchandisation de la culture est un problème qui nous est commun à tous.

La nécessité de préservation de la pluralité des langues, qui est aussi une conséquence d'Internet et de la mondialisation des grands médias, est un problème qui nous concerne tous. Parce que je sais d'expérience, et vous probablement encore plus que moi (quand je dis vous c'est : chers amis Indiens), qu'un enfant qu'on essaie d'instruire dans une langue qui n'est plus sa langue maternelle aura beaucoup plus de difficultés scolaires que celui qui est instruit dans sa langue maternelle. Si sur Internet (c'était l'exemple cité ce matin), si dans le cinéma, si dans toutes les œuvres audio on arrive au même genre de situation, c'est-à-dire à l'hégémonie d'une seule langue internationale qui n'est pas l'esperanto (je ne sais pas si on connaît l'esperanto en Inde, c'était un rêve magnifique mais je crois qu'il est un peu derrière nous maintenant), c'est véritablement un facteur de création d'inégalités tout à fait considérable.

C'est pourquoi je crois que, sur ce troisième sujet également, nous avons, entre France-Union européenne et Inde, un certain nombre de positions communes que nous devrions pouvoir élaborer. L'idée (je termine par là où j'ai commencé) est que, en complément d'un marché mondial, d'un marché financier mondial que, sauf crise alors vraiment dévastatrice, je ne vois pas remis en cause et qui peut avoir ses avantages, nous devons instaurer une gouvernance mondiale qui complète ce libre échange généralisé, ce jeu sans règle du marché justement par un encadrement, par des règles auxquelles les principaux pays ou les principales zones émergentes souscriraient et qu'elles défendraient.

**Gérard Fuchs, ancien député, ancien député européen, responsable du département international de la Fondation Jean-Jaures**

## **Philippe HUMBERT : « Innovation et mondialisation »**

Seulement une remarque à propos de ce que disaient Jean et Gérard sur les affaires de délocalisations industrielles. J'ai travaillé pendant 15 ans dans l'industrie aéronautique. Une entreprise aéronautique en Europe ne délocalise pas pour le plaisir. Tu as parlé de salaire bas, mais il n'y a pas que les salaires bas. C'est surtout le marché.

Qu'est-ce qui fait qu'Airbus crée des usines en Chine ? Maintenant, c'est parce qu'il y a le marché chinois. Il n'y aurait pas de marché chinois, il n'y aurait pas de question. On ne va pas créer des usines en Ethiopie ! Il faut le marché. Il faut les capacités industrielles locales. Et il faut, effectivement, une forte impulsion locale qui dit : « Vous allez faire autrement sinon je ne vous achète plus ». C'est tout simple !

Maintenant, comment réagir ? Une réponse est l'innovation. Il faut avoir le coup d'avance. L'A320 qui est fabriqué en Chine actuellement est la génération actuelle. Il faut préparer la génération suivante qui continuera à être faite ici. C'est ça la réponse : c'est l'innovation, avoir un coup d'avance. Je dois dire que si le grand emprunt a une vertu dans le domaine aéronautique (j'ai vu qu'il y avait 2 milliards d'euros pour ce qu'on appelle l'avion du futur, ce qui est à voir), l'avion, le moteur du futur, c'est la bonne réponse. C'est, effectivement, le jour où on fera un moteur qui consommera 20 ou 30% de moins, qui polluera moins, qui fera moins de bruit, et bien, c'est celui qui se vendra. Mais, ce moteur là il faut le concevoir ici. Ici ! Donc, la réponse : innovation technologique.

## **Gérard FUCHS : « Une structure européenne de prospective ? »**

Quelques points très rapides sur la prospective ou la prévision. Je crois que le premier objectif que l'on peut se fixer, en tous cas c'est le premier que je me fixe, c'est de créer, au niveau de l'Union européenne (parce que là on maîtrise quand même un peu les choses), un centre, je dirais, de prévisions stratégiques européen (peut importe l'appellation) et où l'on garderait quelque chose qui, dans les anciennes structures du plan, me paraissait fondamentale, c'est-à-dire des experts bien sûr, mais aussi des représentants politiques, des représentants salariaux. On demanderait aux grandes entreprises qui ont leur propre cellule de planification (qui n'hésitent pas à employer le mot, d'ailleurs pour beaucoup d'entre elles) d'envoyer dans des domaines jugés cruciaux un de leurs experts et faire de cette structure quelque chose qui publie des notes régulièrement à l'information de tout le monde mais qui servirait un petit peu à éclairer les décideurs pour la préparation d'un livre.

Je suis d'accord avec la première partie de ce que dit Philippe, la seule manière de garder des emplois en dehors des services non délocalisables, c'est d'avoir un temps d'avance technologique. Mais, l'écart entre nous et les suivants, bien sûr, il va en se réduisant. Donc, il faut être bon. Mais, je voudrais compléter d'une autre idée. Ravni Thakurt a dit tout à l'heure que les salariés d'Asie, Inde, Chine et autres ont été bénéficiaires de la mondialisation bien évidemment. Et cela a eu un effet positif, y compris pour nous, c'est que leurs salaires quand même ont un petit peu augmenté. Et je crois que l'idéal serait que, au fur et à mesure que notre avance technologique diminue (mais il faut la maintenir le plus longtemps possible), les salaires, qui sont, pour nous, des salaires par trop concurrents parce que trop bas, augmentent. C'est-à-dire qu'il y ait une espèce de convergence dans le développement. On dirait que je suis dans l'utopie pure, mais cela peut servir quand même un petit peu de « guideline ».

Je ne suis pas du tout favorable au protectionnisme, j'espère ne pas avoir été mal compris. Je crois que la mondialisation a des conséquences positives mais je crois que, à la différence d'un certain nombre de théoriciens du libre échange, il faut admettre que tout processus de mondialisation crée des gagnants et des perdants. Même s'il y a un gain global, il y a des gagnants et des perdants. Donc, le problème est le partage du gain global.

Je peux passer des heures là-dessus, c'est un sujet que j'aime bien. Qu'il n'y ait pas d'ambiguïté! Donc, libre échange : oui, mais à condition que ce soit la maîtrise localisée qui gagne, y compris à l'intérieur des pays (ce n'est pas un problème entre les pays, c'est à l'intérieur des pays comme je l'ai dit pour la France), et que les pays, ou les zones ou le niveau mondial, se dotent de mécanisme de redistribution pour que le partage du gain permette d'éviter, justement, le refus de la mondialisation qui est absurde mais qui existe.

